



Décision n° CODEP-BDX-2024-004467 du Président de l’Autorité de sûreté nucléaire du 25 janvier 2024 portant reconnaissance et habilitation du service d’inspection du centre nucléaire de production d’électricité du Blayais d’EDF

Le président de l’Autorité de sûreté nucléaire,

Vu le code de l’environnement, notamment le chapitre VII du titre V de son livre V ;

Vu l’arrêté du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples ;

Vu la décision BSEI n° 13-125 du 31 décembre 2013 modifiée, relative aux services inspection reconnus ;

Vu la décision n° CODEP-BDX-2020-003147 du Président de l’Autorité de sûreté nucléaire du 16 janvier 2020, portant reconnaissance et habilitation du service d’inspection du centre nucléaire de production d’électricité du Blayais d’EDF ;

Vu le « Guide professionnel EDF pour l’élaboration des plans d’inspection » référencé D455014029144 indice 2 du 16 octobre 2020, approuvé par la décision BSERR n° 20-043 du 2 novembre 2020 ;

Vu la demande présentée par Électricité de France - Société Anonyme (EDF-SA) - centre nucléaire de production d’électricité du Blayais, par courrier référencé D5150 SIR 23-0004.00 du 17 juillet 2023, visant à obtenir le renouvellement de la reconnaissance et de l’habilitation de son service d’inspection ;

Considérant que la demande de renouvellement de la reconnaissance et de l’habilitation du service d’inspection du 17 juillet 2023 susvisée, présentée par EDF et adressée à l’Autorité de sûreté nucléaire, correspond à une demande d’habilitation d’un « service d’inspection des utilisateurs », déposée en application des articles R. 557-4-1 et R. 557-4-2 du code de l’environnement et qu’il y a lieu de l’instruire comme telle ;

Considérant que les actions de surveillance ainsi que l’audit de renouvellement de la reconnaissance et de l’habilitation effectué du 25 au 27 octobre 2023 ont permis de vérifier la capacité du service d’inspection du centre nucléaire de production d’électricité du Blayais d’EDF à exercer de manière satisfaisante les missions et activités objet de la demande de renouvellement susvisée,

Décide :

Article 1^{er}

1. En application du I de l'article 34 de l'arrêté du 20 novembre 2017 susvisé, le service d'inspection du centre nucléaire de production d'électricité du Blayais d'EDF est reconnu dans le périmètre des installations nucléaires de base n° 86 et 110 jusqu'au 1^{er} février 2028, pour le champ des missions visées aux points 2 et 3 du présent article.

2. Ce service d'inspection est habilité jusqu'au 1^{er} février 2028 pour les opérations suivantes de contrôle des équipements sous pression et récipients à pression simples implantés dans le périmètre des installations nucléaires de base, prévues par l'arrêté du 20 novembre 2017 susvisé :

- a) la réalisation de l'inspection périodique des appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, des générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, des équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu en application de l'article 17 dudit arrêté ;
- b) la réalisation de l'inspection périodique dans le cas où l'ensemble des dispositions de la notice d'instructions n'est pas pris en compte, en application de la cinquième ligne du tableau de l'annexe 1 dudit arrêté.

3. Ce service d'inspection est habilité jusqu'au 1^{er} février 2028 pour l'approbation et la surveillance de la mise en œuvre effective des plans d'inspection, prévues au VII de l'article 13 dudit arrêté, dans les limites prévues par le guide susvisé.

Article 2

Pour les activités liées à cette habilitation, le service d'inspection désigné à l'article 1^{er} est tenu de respecter les conditions définies ci-après :

1. Il se prête aux actions de surveillance réalisées par les inspecteurs de la sûreté nucléaire et destinées à vérifier le respect des conditions de la présente décision, ainsi que sa compétence technique et réglementaire. En particulier, il doit :
 - informer préalablement l'Autorité de sûreté nucléaire de l'exécution de certaines opérations mentionnées à l'article 1^{er} ;
 - transmettre à l'Autorité de sûreté nucléaire, à sa demande, l'ensemble des documents et enregistrements relatifs à l'opération faisant l'objet d'une action de surveillance ;
 - justifier en tant que de besoin de l'habilitation de l'agent réalisant l'opération ;
 - remédier aux écarts constatés à l'occasion de ces actions de surveillance, dans le délai prescrit.

Les conditions de mise en œuvre de ce point sont définies par l'Autorité de sûreté nucléaire.

2. Il porte à la connaissance de l'Autorité de sûreté nucléaire les cas où l'application des dispositions du point 1 ci-dessus présenterait des difficultés.
3. Il applique les dispositions d'interprétation de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé lorsqu'elles s'appliquent à l'opération prévue. Il porte à la connaissance de l'Autorité de sûreté nucléaire les cas où l'application des dispositions du présent point présenterait des difficultés.
4. Il communique immédiatement à l'ASN toute circonstance influant sur la portée et les conditions de la présente décision.
5. Il informe immédiatement l'ASN lorsqu'un équipement sous pression ou un récipient à pression simple est en retard de contrôle, en situation de non-conformité comme indiqué aux articles L. 557-58 et L. 557-60 du code de l'environnement ou présente un risque pour la sécurité et la santé des personnes.
6. Il adresse annuellement, à l'Observatoire des appareils à pression, le retour d'expérience demandé par celui-ci. Il adresse à l'Autorité de sûreté nucléaire, avant le 15 février de chaque année, un compte-rendu commenté de l'activité exercée au titre de la présente décision durant l'année civile écoulée, sans préjudice de demandes d'informations complémentaires sur l'activité du service inspection.
7. En cas de recours à une autre entité (filiale ou sous-traitant) pour effectuer certaines tâches spécifiques dans le cadre des opérations mentionnées à l'article 1^{er} et dans les limites prévues par la décision BSEI n°13-125 du 31 décembre 2013 susvisée :
 - Il s'assure que cette entité répond aux exigences fixées, pour les tâches qui lui sont confiées, avec le même degré de compétence et de sécurité que celui requis pour un service d'inspection, et la surveillance ;
 - Il tient informée l'Autorité de sûreté nucléaire de son intention de sous-traiter certaines tâches spécifiques.

Il assume l'entière responsabilité des tâches effectuées par des sous-traitants ou des filiales dans le cadre de la présente habilitation, quel que soit leur lieu d'établissement.

Il tient à la disposition de l'Autorité de sûreté nucléaire les documents pertinents concernant l'évaluation des qualifications du sous-traitant ou de la filiale et le travail exécuté par celui-ci ou celle-ci.

A l'exception d'activités nécessitant une qualification ou une habilitation technique, le service d'inspection doit réaliser intégralement les opérations mentionnées au point 2 de l'article 1^{er}.

Une synthèse des activités sous-traitées est par ailleurs intégrée dans le compte-rendu d'activité mentionné au point précédent.

Article 3

La présente habilitation peut être suspendue, restreinte ou retirée en cas de manquement grave aux obligations fixées par le code de l'environnement, par les textes relatifs aux équipements sous pression et aux récipients à pression simples pris pour son application et par l'article 2 de la présente

décision, sans indemnité ni compensation d'aucune sorte.

Le retrait ou la suspension peut être limité(e) à une ou plusieurs installations nucléaires de base.

Article 4

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente par Électricité de France, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 5

Le directeur général de l'Autorité de sûreté nucléaire est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée à Électricité de France et publiée au Bulletin officiel de l'Autorité de sûreté nucléaire.

Fait à Bordeaux, le 25 janvier 2024

*Pour le Président de l'Autorité de sûreté nucléaire
et par délégation,*

le chef de la division de Bordeaux



Paul de GUIBERT